

Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire de l'Université Paris II

Irish Centre for Human Rights, the National University of Ireland, Galway

Séminaire du lundi 3 mai 2010 (rev.2), Centre culturel irlandais de Paris

(5 rue des Irlandais, Paris V)

LES NOUVELLES FONCTIONS DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, ENTRE DROIT, DIPLOMATIE ET EXPERTISE

La résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006 qui institue le Conseil des droits de l'homme prévoit dès son §.1 que l'Assemblée devra « *réexaminer le statut du Conseil d'ici cinq ans* ». Elle précise à §.16 que le Conseil « *réexaminera ses activités et son fonctionnement, cinq ans après sa création et lui rendra compte* », laissant apparaître ainsi un certain flottement dans le calendrier. Plusieurs Etats ou groupes d'Etats ont déjà commencé à préparer ces échéances par des consultations informelles.

Il a semblé utile que nos deux centres de recherche participent à cette réflexion collective, en organisant un séminaire d'une journée réunissant diplomates, experts indépendants, membres d'ONG, universitaires et jeunes chercheurs, pour une discussion très libre dont les débats ne donneront pas lieu à publication. Le thème d'approche que nous avons cherché à privilégier est celui de la dialectique entre droit et diplomatie, à travers le rôle d'une expertise indépendante, qu'il s'agisse de l'établissement des faits ou du suivi des situations, de l'évaluation des standards, de la recherche ou du développement progressif du droit international des droits de l'homme. Pour ce faire quatre table rondes thématiques seront organisées, sans viser à épuiser le sujet, mais en cherchant à stimuler la discussion.

Chacun s'exprimera à titre personnel, sans engager l'institution à laquelle il appartiendrait.

Chaque table ronde est introduite par un rapport de 20 minutes présenté par un jeune chercheur, puis quatre ou cinq panelistes (venant d'horizons différents), interviennent chacun 10 minutes autour d'un des sous-thèmes suggérés, avant un débat général pendant 30 minutes.

NB : Les langues de travail sont le français et l'anglais (sans traduction).

Informations complémentaires auprès du Secrétariat du CRDH:

Jérome Benzimra-Hazan : 01 44 41 49 16 ou 06 30 91 80 20

Programme du séminaire

9 h - *Ouverture* : Emmanuel DECAUX et William SCHABAS

9 h 30 - *Première table ronde* : COMPOSITION ET ORGANISATION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, sous la présidence de l'ambassadeur Paul KAVANAGH

Rapport introductif par Claire CALLEJON, CRDH.

avec Christine CHANET, Elvira DOMINGUEZ-REDONDO, Olivier GUEROT, Christian GUILLEMET-FERNANDEZ, James McINTYRE

Le rôle des élections et la portée des engagements des Etats candidats.

Le jeu des groupes régionaux, les groupes politiques et la voix individuelle des Etats.

Les relations techniques et politiques entre le Conseil et l'Assemblée générale.

La coordination entre le Président du Conseil et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

11 h – *Pause*

11 h 30 - *Deuxième table ronde* : NATURE ET PORTEE DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL, sous la présidence l'ambassadeur Jean-Baptiste MATTEI

Rapport introductif par Marc GAMBARAZA

avec Régis de GOUTTES, Francis PERRIN, Sylvie de PONTUAL, Despina SINOU, Eric TISTOUNET

L'expertise indépendante dans l'Examen périodique universel.

La contribution des parties prenantes.

L'évaluation juridique des recommandations.

La relation avec les organes conventionnels et le rôle des services du Haut-Commissariat.

Le suivi de l'EPU.

13 h – *Déjeuner*

14 h 30 - *Troisième table ronde* : **PROCEDURES ET MECANISMES DU CONSEIL DES DROITS DE L’HOMME**, sous la présidence de Louis JOINET

Rapport introductif par Kamelia KEMILEVA

avec Martine ANSTETT, Olivier DE SCHUTTER, Michel FORST, William SCHABAS

L’expertise indépendante au Conseil, sa place dans le paquet institutionnel de la rés.5/1.

La nature des organes subsidiaires et groupes de travail du Conseil.

Désignation et élection des experts indépendants.

Le statut des experts et le code de bonne conduite, les relations avec les Etats.

La coordination des procédures et le rôle du Haut-Commissariat.

16 h – *Pause*

16 h 30 - *Quatrième table ronde* : **REACTIONS DU CONSEIL AUX SITUATIONS DE CRISE**, sous la présidence Marc BOSSUYT

Rapport introductif par Michel TABBAL, CRDH.

avec Antoine BERNARD, Emmanuel DECAUX, Mona RISHMAWI, Sir Nigel RODLEY

L’articulation des sessions ordinaires et des sessions extraordinaires.

Les enquêtes et les bons offices du Haut-Commissariat ou du Secrétariat des Nations Unies.

Les initiatives du Conseil et les travaux des organes principaux des Nations Unies.

Le bilan de la procédure de plaintes.

18 h - *Conclusions générales* : Olivier de FROUVILLE

18 h 30 - *Cocktail de clôture*

LISTE DES PARTICIPANTS

Martine ANSTETT, Délégation aux droits de l'homme à la démocratie et à la paix de l'OIF,

Antoine BERNARD, directeur exécutif de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH),

Marc BOSSUYT, professeur émérite, président de la Cour constitutionnelle de Belgique, ancien président de la Commission des droits de l'homme, ancien président de la Sous-Commission des droits de l'homme, ancien membre du CERD,

Claire CALLEJON, docteur en droit, CRDH

Christine CHANET, conseiller à la Cour de cassation, membre et ancien président du Comité des droits de l'homme, ancien rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur Cuba,

Emmanuel DECAUX, professeur à l'Université Paris II, directeur du CRDH, membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, ancien membre de la Sous-Commission des droits de l'homme,

Olivier De SCHUTTER, professeur à l'Université catholique de Louvain, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, secrétaire général de la FIDH,

Elvira DOMINGUEZ-REDONDO, professeur associé à l'*Irish Centre for Human Rights*

Michel FORST, secrétaire général de la CNCDH, expert indépendant pour Haïti

Olivier de FROUVILLE, professeur à l'Université de Montpellier 1, membre du groupe de travail sur les disparitions forcées,

Marc GAMBARAZA, ancien chargé de mission de l'OIF

Régis de GOUTTES, premier avocat général hon à la Cour de cassation. membre et ancien président du CERD

Olivier GUEROT, sous-directeur des droits de l'homme, NUOI, ministère des affaires étrangères et européennes, France

Mirko GUILIETTI, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse.

Christian GUILLEMET-FERNANDEZ, représentant permanent adjoint du Costa-Rica auprès du siège des Nations Unies à Genève

Maria-Francisca IZE-CHARRIN, ancien fonctionnaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme

Louis JOINET, premier avocat général hon à la Cour de Cassation, ancien président de la Sous-Commission des droits de l'homme des Nations Unies, ancien président du groupe de travail sur la détention arbitraire,

Paul KAVANAGH, ambassadeur de la République d'Irlande à Paris.

Kamelia KEMILEVA, responsable de projet, Académie des droits humains, Genève

Ambassadeur Jean-Baptiste MATTEI, représentant permanent de la France auprès du siège des Nations Unies à Genève,

James McINTYRE, chef de l'unité droits de l'homme du ministère des affaires étrangères de la République d'Irlande,

Francis PERRIN, vice-président et ancien président de la section française d'Amnesty International.

Sylvie de PONTUAL, présidente de la FIACAT, doyen de la faculté de science politique de l'Institut catholique de Paris.

Mona RISHMAWI, chef du Département de l'Etat de droit, de l'égalité et de la non-discrimination, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme.

Sir Nigel RODLEY, professeur à l'Université d'Essex, membre du Comité des droits de l'homme, ancien rapporteur spécial contre la torture.

William SCHABAS, professeur à la *National University of Ireland*, Galway, directeur de l'*Irish Centre for Human Rights*, trustee du Fonds pour les contributions volontaires du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme

Despina SINOU, docteur en droit, chargée de mission à la CNCDH

Michel TABBAL, doctorant, CRDH

Eric TISTOUNET, Secrétaire du Conseil des droits de l'homme, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme